

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL
Séance ordinaire du 28 mars 2023 à 19 h

19-488

Objet de la délibération

**CONVENTION DE
PARTENARIAT AVEC LA
SOCIETE DOMITYS POUR
L'ACCES AU PUBLIC D'UNE
BORNE DE
TELECONSULTATION.**

Modèle n° 85 B

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

042-214201493-20230328-19-488-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 29/03/2023

Affichage : 30/03/2023

Pour l'autorité compétente par délégation



Le Maire

Serge PERCET



Le Maire certifie,

1° - Que la convocation de tous les conseillers municipaux en exercice a été faite dans les formes et délais prescrits par la loi, que la délibération ci-après transcrite, textuellement extraite du registre des procès-verbaux du Conseil, a été affichée, par extrait, à la porte de la Mairie le lendemain et qu'il n'a été présenté aucune observation.

2° - Que ladite délibération a été adoptée à l'unanimité

3° - Que le nombre des conseillers en exercice, au jour de la séance, était de 29 sur lesquels il y avait 26 membres présents, à savoir :

1	Serge PERCET	16	Jean-Claude CLOUPET
2	Marie-Antoinette BENY	17	Hélène TISSOT
3	Georges ROCHETTE	18	Jacinto RODRIGUES
4	Marie-Odile MOULAGER	19	Erycka VACHERON
5	Robert DEVOUCOUX	20	Claude NIGON
6	Sandra LIEBART	21	Martine CHAVAGNEUX
7	Claude GERBAUD	22	Jean-Yves KNECHT
8	Dominique AVRIL	23	Jacqueline DUMILLIER
9	Jean ESPEJO	24	Philippe MIKHAILOFF
10	Sylvie LAFFONT	25	Yvette MORETTON
11	Thomas CHABANNES	26	Christophe DANTAN
12	Marie REVOLIER	27	Christel GIRAUD
13	Sylvain MARCHAND	28	Patrick TARKA
14	Claudie GAURIAT	29	Daniel FERNANDEZ
15	Maxime MOULIN		

Etaient présent(e)s : Serge PERCET, Marie-Antoinette BENY, Georges ROCHETTE, Marie-Odile MOULAGER, Robert DEVOUCOUX, Sandra LIEBART, Claude GERBAUD, Dominique AVRIL, Jean ESPEJO, Sylvie LAFFONT, Thomas CHABANNES, Marie REVOLIER, Claudie GAURIAT, Jean-Claude CLOUPET, Hélène TISSOT, Jacinto RODRIGUES, Erycka VACHERON, Claude NIGON, Martine CHAVAGNEUX, Jacqueline DUMILLIER, Philippe MIKHAILOFF, Yvette MORETTON, Christophe DANTAN, Christel GIRAUD, Patrick TARKA, Daniel FERNANDEZ.

Absent(e)s avec procuration : Sylvain MARCHAND (pouvoir Serge PERCET), Maxime MOULIN (pouvoir Jean ESPEJO), Jean-Yves KNECHT (pouvoir Georges ROCHETTE).

Absent(e) excusé(e) :

Secrétaire élu(e) pour la durée de la session : Claude NIGON

19-488 – Convention de partenariat avec la société DOMITYS pour l'accès au public d'une borne de téléconsultation.

Afin de répondre à un enjeu sociétal majeur en accompagnant les seniors dans leur parcours de vie quotidienne, DOMITYS a conclu un partenariat avec la société SYNAPSE (MEDADOM) afin de mettre à disposition avec les services associés, une borne de Téléconsultation, au sein de la Résidence DOMITYS de Montrond-les-Bains.

Le développement de l'usage de la télémédecine est susceptible de participer à la réponse que souhaite apporter la Commune de Montrond-Les -Bains au problème d'accès à la médecine générale de la population de la commune.

Aussi et conformément aux dispositions de l'article L.2121-29 du Code général des collectivités territoriale (CGCT) régissant la clause générale de compétences des communes, le Conseil municipal peut mettre en œuvre les actions qu'il juge nécessaires à la conduite de sa mission de service public. Il est ainsi possible de conclure une convention de partenariat avec la société DOMITYS afin que celle-ci laisse un libre accès à la borne de téléconsultation à la population de la commune.

La convention de partenariat prévoit que la commune de Montrond-les-Bains participe à hauteur de 2 000 € TTC annuel et pour une durée d'un an à ce service développé par DOMITYS. La société DOMITYS s'engage à mettre tout en œuvre pour accueillir et diriger les personnes intéressées et à laisser un libre accès à la borne de téléconsultation de 8h à 20h du lundi au dimanche. La commune et la société d'engagent à coordonner leurs efforts de communication afin de faire connaître ce service.

Où et délibéré, le Conseil municipal, à l'unanimité :

- Approuve la convention de partenariat ainsi présentée
- Autorise Monsieur le Maire à la signer

Fait à Montrond-les-Bains, le 29 mars 2023

Le Maire,

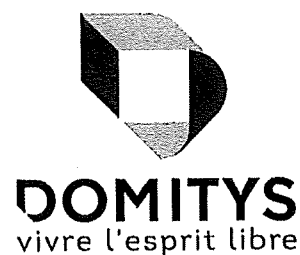
Serge PERCET



Le secrétaire de séance,

Claude NIGON





Convention de partenariat

Entre

La société **DOMITYS SUD EST**, SARL au capital de 2 004 620 € ayant son siège social 42, avenue Raymond Poincaré – 75116 PARIS, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris, sous le numéro 537 705 022, pour le compte de son établissement secondaire la Résidence Domitys Le Parc St Germain, sis 213 Chemin de Letra - 41120 MONTROND LES BAINS, ayant pour numéro SIRET 537 705 022 00086, représentée par M. Jean-Luc FRONDAS, Directeur d'exploitation de la Résidence, dûment habilité à la signature des présentes,

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

042-214201493-20230328-19488-DE
Ci-après désignée « La Résidence DOMITYS »

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 29/03/2023
Affichage : 30/03/2023

Pour l'autorité : la **COMMUNE DE MONTROND-LES-BAINS**, située 1 place du Général de Gaulle à Montrond-les-Bains (42210), valablement représentée par M. Serge PERCET en sa qualité de Maire ;



La Résidence DOMITYS appartient au groupe ÆGIDE, l'acteur de référence des Résidences Services Seniors en France exploitées sous la marque DOMITYS.

Ces Résidences services pour seniors non médicalisées proposent des séjours permanents mais également des séjours temporaires d'une durée d'une semaine à six mois. Elles ont pour particularité d'offrir aux résidents un éventail de services para-hôtelières, de confort et d'assistance. DOMITYS propose ainsi des services collectifs au sein de locaux privés (le « Club DOMITYS ») ainsi que des services personnalisés auxquels les résidents sont libres de souscrire à tout moment.

Afin de répondre à un enjeu sociétal majeur en accompagnant les seniors dans leur parcours de vie quotidienne, DOMITYS a conclu un partenariat avec la société SYNAPSE (MEDADOM) afin de mettre à disposition avec les services associés, une borne de Téléconsultation, au sein de certaines de ses résidences, dont la Résidence DOMITYS (ci-après le « Projet »).

La commune de Montrond-les-Bains, ayant eu connaissance du « Projet » a souhaité y contribuer dans les conditions et selon les modalités que la présente convention a pour objet d'encadrer.

En effet, le développement de l'usage de la télémédecine répond aux besoins prioritaires identifiés par la Commune de Montrond-Les -Bains.

Par ailleurs et conformément aux dispositions de l'article L.2121-29 du Code général des collectivités territoriales (CGCT) régissant la clause générale de compétences des communes, le Conseil municipal peut mettre en œuvre les actions qu'il juge nécessaires à la conduite de sa mission de service public.

Une délibération du Conseil Municipal en date du 28/03/2023 a expressément validé le présent partenariat.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1 : Objet du partenariat

Vu la Délibération en date du 28/03/2023

Le présent contrat (ci-après le « **Contrat** ») a pour objet de définir les conditions et les modalités selon lesquelles la Commune de MONTROND-LES-BAINS versera une participation dans les termes prévus à l'article 2, afin de permettre à la Résidence Domitys de mener à bien son Projet.

Article 2 : Engagements des Parties

2.1 – Engagements de la Commune de MONTROND-LES-BAINS

Afin de soutenir le Projet de la Résidence DOMITYS, la Commune de Montrond-les-Bains s'engage à verser la somme de 166,67 € TTC par mois, soit 2 000 € TTC par an (ci-après la « **Participation** »).

Cette participation sera versée annuellement à la Résidence Domitys selon les modalités suivantes :

- Facture annuelle établie au mois de décembre de chaque année pour les 12 derniers mois écoulés
- Règlement par mandat administratif à 30 jours après la présentation de la facture à la Commune de Montrond-les-Bains

La Commune de MONTROND-LES-BAINS s'engage également à informer les habitants de la commune de l'existence du service de Téléconsultation sur son site internet, ses publications et par voie d'affichage.

Toutefois, toute communication devra être préalablement soumise en amont de leur publication pour validation à la Direction Communication de Domitys.

La Commune de MONTROND-LES-BAINS s'interdit, par ailleurs, de reproduire le logo Domitys sur tous supports sans l'autorisation préalable de la Direction Communication de Domitys.

La Commune de MONTROND-LES-BAINS garantit avoir obtenu l'ensemble des autorisations nécessaires afin de conclure le présent Contrat.

2.2 – Engagements de la Résidence Domitys

La Résidence Domitys s'engage à affecter l'intégralité de la participation au Projet.

La Résidence DOMITYS rendra l'accès à la borne de télémedecine disponible, sauf en cas de dysfonctionnement de la borne, du lundi au dimanche de 8h à 20h.

Ces plages horaires pourront toutefois être modifiées à la convenance la Résidence Domitys, sous réserve que cette dernière en informe toute personne concernée dans un délai raisonnable.

Il est rappelé que les engagements de la Résidence Domitys sont strictement limités à ceux stipulés à l'article 2.2. Sa responsabilité ne pourra ainsi être recherchée, à quelque titre que ce soit et pour quelque cause que ce soit, notamment en cas de défaillance de la borne de télémedecine.

La Résidence Domitys reste libre, par ailleurs, de mettre fin à tout moment à son partenariat avec la société SYNAPSE.

Article 3 : Durée du Contrat et résiliation

Le Contrat est conclu pour une durée de 1 an et prendra effet à compter de la signature du présent Contrat.

Toutefois, il prendra fin de plein droit, sans mise en demeure ou autre formalité préalable au terme de la convention de partenariat entre DOMITYS et la société SYNAPSE.

Le présent Contrat pourra être résilié par l'une ou l'autre des Parties, sous réserve d'en informer préalablement dans un délai de trente (30) jours l'autre Partie par lettre recommandée avec accusé de réception, sans qu'il soit besoin de procéder à une autre formalité et sans préjudice de tous dommages et intérêts.

Enfin, en cas de manquement de l'une des Parties à l'une quelconque de ses obligations dans le cadre du présent Contrat, l'autre Partie pourra après mis en demeure préalable par lettre recommandée avec accusé de réception restée sans effet dans un délai trente (30) jours, résilier le présent Contrat, sans préjudice de tous les dommages-intérêts auxquels elle pourrait prétendre.

Article 4 - Confidentialité

Les Parties s'engagent à conserver un caractère confidentiel à l'existence et aux termes du présent Contrat, ainsi qu'aux documents qui ont été, ou seront échangés entre elles dans le cadre de leur partenariat.

Cette confidentialité ne fait pas obstacle à toute divulgation :

- nécessaire ou simplement utile à l'exécution des présentes ;
- à laquelle les Parties auraient préalablement donné leur accord ;
- que la loi ou les règlements imposent ;
- occasionnée ou rendue nécessaire par l'inexécution par l'une des Parties de ses propres engagements.

Cette obligation de confidentialité restera valable pendant une durée de cinq (5) ans suivant la date d'expiration du présent Contrat.

Article 5 – Données personnelles

Le présent Contrat ne donnera lieu à aucune collecte ni traitement de données personnelles.

En tout état de cause, Chaque Partie déclare être en conformité avec la législation et la réglementation relatives à la protection des données personnelles, en particulier le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable à compter du 25 mai 2018 et la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés modifiée et s'engage à maintenir cette conformité tant que dureront les causes du présent Contrat produira ses effets à l'égard des Parties.

Article 6 – Lutte anti-corruption

Les Parties s'engagent pour leur propre compte et pour le compte de toute entité détenue directement ou indirectement au sens de l'article L.233-3 I et II du Code de commerce, à accomplir leurs obligations respectives au titre du présent Contrat dans le strict respect de l'éthique des affaires.

Plus particulièrement, les Parties s'engagent à respecter toute législation applicable en matière de lutte contre la corruption et le trafic d'influence et à ne se livrer à aucune activité de trafic d'influence ou de corruption, de quelque nature que ce soit (active ou passive, financière ou autre, directement ou indirectement par l'intermédiaire d'un tiers).

En cas de non-respect des dispositions du présent article constituant un manquement grave aux obligations de la Convention, l'autre Partie se réserve la faculté de le résilier de plein droit sans pénalité par lettre recommandée avec avis de réception, sans préjudice des dommages-intérêts qu'elle pourrait faire valoir auprès de toute juridiction compétente.

Article 7 – Droits de propriété intellectuelle - marques

7.1. Chaque partie sera mentionnée dans les actions de communication effectuées par l'autre Partie au sujet du Projet.

7.2. Par les présentes, chacune des Parties concède une licence à titre non exclusif et gratuit à l'autre Partie, qui accepte, d'utilisation et de reproduction de leurs marques respectives, sur tous supports de communication relative au Projet. Pour toute reproduction ou utilisation desdites marques, chaque

Partie devra cependant obtenir l'accord exprès préalable de l'autre Partie avant diffusion desdits supports.

7.3. Par ailleurs, chaque Partie pourra citer le nom de l'autre Partie à titre de référence dans le cadre du Projet.

7.4. Chacune des Parties demeure propriétaire de ses éléments de propriété intellectuelle et marques et s'engage à ne pas porter atteinte aux droits de propriété intellectuelle et marques de l'autre Partie, de quelque manière que ce soit, et à en cesser toute utilisation en cas de cessation de leurs relations dans le cadre de la Convention.

Article 8 - Divers

8.1. Divisibilité des clauses

La nullité ou l'inapplicabilité de l'une quelconque des stipulations du présent Contrat n'emportera pas nullité des autres stipulations, qui conserveront leur force et leur portée.

8.2. Modification du Contrat

Toute modification du présent Contrat devra faire l'objet d'une négociation entre les Parties et sera formalisée sous la forme d'un avenant, sauf dérogation expresse convenues entre les Parties.

Article 9 : Litiges

Tout litige susceptible de survenir dans l'application de la présente convention devra, préalablement à toute action devant la juridiction compétente, faire l'objet d'une concertation entre les parties en vue d'une solution amiable. En cas d'échec des voies amiables de résolution, tout contentieux sera porté devant le tribunal administratif de Lyon.

Etabli en 2 exemplaires,

Fait à Montrond-les-Bains, le

Pour la résidence Domitys Le Parc St Germain

Jean-Luc FRONDAS

Pour la Commune de Montrond-les-Bains

Serge PERCET

